



Administrateurs, lobbyistes, consultants, chargés de projets... Les métiers liés à l'Union européenne foisonnent aux niveaux national et international

Ces masters qui font de l'Europe une réalité

C'est « le » diplôme qui s'est répandu à une vitesse vertigineuse depuis 2000. Désormais, chaque université ou Institut d'études politiques (IEP) propose son master préparant aux métiers, affaires ou autres projets européens... Les dénominations diffèrent, mais l'objectif reste le même : accompagner l'émergence des métiers de l'Union européenne.

Depuis les années 1960, les universités proposent des cursus de droit concernant le droit communautaire, mais il a fallu attendre les années 1990 et le traité de Maastricht, signé en 1992, pour voir se développer les premières formations aux questions européennes, comme à l'IEP de Strasbourg ou Aix-Marseille-I, en 1993.

« Désormais, toutes les politiques publiques sont concernées par l'Europe », relève Didier Georgakakis, directeur du master politique européenne, à l'IEP de Strasbourg. Toutes les entreprises, ONG ou collectivités locales, ont donc dû s'intéresser à l'Union européenne et développer une veille sur ces questions.

Surtout, « toutes ont compris que l'Europe pouvait devenir une source de financement importante. Elles avaient simplement besoin de personnes formées pour faire le lien avec les institutions. C'est là que nous sommes intervenus », commente Gérard Bossuat, en charge du master projet européen de Cergy-Pontoise.

Si l'offre de masters formant aux questions européennes est pléthorique, elle reste assez segmentée, estime Sébastien Michon, chercheur à l'université de Strasbourg et spécialiste des ces formations. « Au niveau européen, les formations les plus prestigieuses sont celles du Collège d'Europe de Bruges [en Belgique] et Natolin [en Pologne] ou de la London School of Economics [au Royaume-Uni]. En France, il existe de très bons masters généralistes offerts, par exemple, dans les IEP de Paris ou Strasbourg ou dans certaines écoles ou universités comme l'Ismap, l'Institut catholique de Paris ou l'université Lille-II. Il existe également des formations hyperspécialisées dans

diverses universités comme Tours, Reims ou Nancy. »

Seules les formations les plus prestigieuses peuvent prétendre préparer leurs étudiants aux concours de la fonction publique européenne, car le nombre de recrutements y est dérisoire. En 2008, moins de 150 Français ont été recrutés dans les institutions... « Je ne forme pas des candidats pour les concours communautaires », prévient d'ailleurs M. Bossuat.

Devenir fonctionnaire européen : mission impossible ?

Pour les Français, entrer dans l'une des sept institutions européennes (Commission, Conseil, Parlement, Cour des comptes, etc.) semble être devenu un doux rêve. En 2008, 146 Français ont intégré l'une de ces institutions, soit 8,8 % du total des recrutements. Et entre 2005 et 2008, 23 470 Français (sur 282 771 personnes) ont postulé à l'un des concours et seulement 741 en ont réussi un. « Ce n'est pas trop mal, alors que la majori-

été des concours ouverts s'adressait en priorité aux ressortissants des douze nouveaux pays entrant dans l'Union européenne », remarque-t-on à Bruxelles. De fait, sans jamais le dire, l'UE s'arrange pour réserver un « quota » de fonctionnaires pour chaque nationalité. Avec les élargissements successifs, la part de la France a baissé. Début 2009, le nombre de Français à la Commission s'élevait à 3 815, soit 11,3 % des effectifs totaux.

« Tout est dans le réseau »

A Aix-Marseille-I, précise Philippe Mioche, le directeur du master études européennes, « chaque

année, environ un tiers des diplômés trouve une place dans les collectivités locales, un tiers dans des associations ou des ONG, et un tiers dans des entreprises ». Quant aux titulaires du master de Strasbourg, ils rejoignent pour un bon tiers Bruxelles, dans le conseil, la représentation d'intérêt, une ONG, les institutions européennes ou internationales ; un tiers reste en France, notamment dans les collectivités locales ; et le reste trouve un emploi ailleurs en Europe ou dans le monde.

L'insertion professionnelle des étudiants est étroitement liée non seulement aux cours théoriques (sciences politiques, droit, histoire, etc.), mais aussi à la qualité des intervenants extérieurs des formations, aux voyages d'études, et à la capacité des masters à placer leurs étudiants en stage, le second semestre y étant réservé. En clair, la valeur d'un master étudiant tient en particulier au carnet d'adresses de son directeur. Car « sur les questions européennes, tout est dans le réseau », résume un bon observateur. A ce jeu, le Collège d'Europe de

Bruges est imbattable. C'est simple, il attire les meilleurs spécialistes sur chaque sujet. Et, généralement, plus le réseau d'anciens d'un master est ancien et étoffé, plus il sera simple de se placer.

Quant au recrutement, ces formations sont ouvertes à tous les profils, sciences politiques et juristes en tête, mais de plus en plus d'étudiants en sciences humaines ou en langues optent pour ce diplôme. Pour y prétendre, « il est indispensable d'avoir un dossier universitaire solide, une expérience à l'étranger dans le cadre d'Erasmus, par exemple, une bonne maîtrise d'au moins une langue étrangère et, bien sûr, un intérêt et une connaissance des questions européennes », note M. Georgakakis. Enfin, la plupart de ces masters accueillent un grand nombre d'étudiants européens, voire extra-européens. « Ils sont très importants, car nous formons nos étudiants à travailler dans un milieu multiculturel. Autant commencer le plus tôt possible », conclut-il. ■

Philippe Jacqué